

Révolte dans la région péruvienne :

Entretien avec le groupe *Editorial Ande*
réalisé par le collectif chilien
Vamos Hacia la Vida



« Plutôt que de confondre la spontanéité [du soulèvement] avec la défense de [Pedro] Castillo [l'ancien président de gauche destitué], ou l'indépendance politique de la classe avec sa subordination à un chef, il nous semble que le processus actuel, avec toutes ses limites, est un moment crucial. Non pas tant au regard des objectifs du mouvement, mais pour ce qu'il constitue en termes d'expérience et d'apprentissage pour la classe laborieuse. »

Ce texte est une traduction de la brochure du collectif *Vamos Hacia la Vida* paru le 29/01/23

<https://hacialavida.noblogs.org/files/2023/02/peru-entrevista-lectura.pdf>

Avant-propos de *Vamos Hacia la Vida*

Le 7 décembre 2022, Pedro Castillo a été démis de ses fonctions de président du Pérou, après avoir tenté de dissoudre le Congrès, sur fond de querelles entre la caste politique et ses différentes institutions, mettant à sa place la vice-présidente d'alors Dina Boluarte (qui appartient au même parti politique de gauche – *Perú Libre* – que le président déchu).

Au fil des jours, cela a déclenché une vague de protestations qui entretiennent un haut de degré de conflictualité sociale, entraînant déjà plus de 60 personnes assassinées à cause d'une répression étatique extrêmement brutale, avec plusieurs massacres à son actif (le plus sanglant à ce jour, étant celui de Juliaca, survenu le 9 janvier [2023] et qui a coûté la vie à au moins 18 manifestants).

Ce serait une grave erreur de cantonner le mouvement actuel à la seule défense de l'ex-président : l'augmentation de l'intensité de la lutte des classes dans la région péruvienne exprime, avec ses limites, la lassitude de la population face à la politique institutionnelle et aux conditions de vie étouffantes.

En ce sens, nous partageons cet entretien avec le groupe *Editorial Ande* – que nous remercions d'avoir pris le temps de nous répondre – qui fournit des informations cruciales et une analyse lucide de la situation dans cette région, contextualisant au niveau national et international le cycle actuel de protestations, expliquant leur genèse, évaluant ses limites et ses projections, éclairant le panorama de la lutte des classes en général, y compris les luttes internes de la classe capitaliste et de ses représentants politiques de droite et de gauche.

Nous encourageons sa lecture, sa discussion et sa diffusion.

~~~



**1- Depuis le Chili, les secteurs anticapitalistes ont suivi de près les nouvelles du Pérou, qui sont impressionnantes en raison des mobilisations massives et du haut niveau de répression de l'État. En particulier, il y a quelques semaines, a eu lieu la « Marcha de los Cuatro Suyos » ; en quoi consistait-elle, quels étaient ses objectifs et sa portée, et comment la répression a-t-elle été ressentie ?**

Nous saluons l'intérêt pour analyser le processus de lutte de classe qui s'est développé ces derniers mois au Pérou et nous vous remercions également pour cette interview. Il est tout à fait vrai que le niveau de répression s'est accru, étant supérieur à ceux enregistrés ces dernières années dans d'autres pays d'Amérique latine. La répression au Pérou, nous semble-t-il, n'est surpassée que par celle qui a eu lieu en Colombie, dans le cadre des manifestations de 2021 contre la réforme fiscale d'Iván Duque. Il convient toutefois de souligner qu'au Pérou, il y a eu environ 2 000 blessés et plus de 60 morts en seulement deux mois, tandis que le massacre en Colombie a duré plus d'un an, alors que les membres de la ligne de front étaient encore réprimés. Si la répression étatique se poursuit ou s'intensifie comme nous l'avons vu jusqu'à présent, elle

pourrait facilement être comparée à celle des dictatures latino-américaines des années 1970.

Une précision. La Marche « de los cuatros suyos » a eu lieu en 2000 contre la dictature militaro-civile d'Alberto Fujimori. C'est précisément la raison pour laquelle la marche actuelle du 19 janvier a été appelée la 2<sup>ème</sup> Marche « de los cuatros suyos ». La raison en est très générale : à ces deux dates, il y a eu une concentration massive de mobilisations depuis les régions intérieures du Pérou jusqu'à la capitale Lima, et elles luttaient contre des politiciens qui prenaient le pouvoir d'État de manière explicitement autoritaire. On l'a également appelé la « prise de Lima », bien que nous tenions à souligner que les aspects fondamentaux de la lutte n'avaient pas grand-chose à voir avec ces étiquettes.

La marche fut tout d'abord diversifiée, massive et désorganisée. Elle était essentiellement composée de travailleurs de la campagne et de la ville, et d'étudiants. Le prolétariat des régions de Puno, Ayacucho, Arequipa, Cusco, Apurímac, s'est déplacé à Lima plusieurs jours avant la marche et a été intercepté et intimidé par la police sur les routes ou les quartiers, en route vers la capitale. Malgré ces obstacles, la grande majorité des délégations sont arrivées à destination. Environ 50 000 manifestants se sont mobilisés à Lima. Il y avait au moins trois itinéraires de marche. L'un se dirigeait vers le parc Kennedy, c'est-à-dire vers Miraflores, un quartier connu pour être le centre d'opérations et le lieu de résidence traditionnel d'une grande partie de la bourgeoisie de Lima. Un autre itinéraire tracé par la *Confederación General de Trabajadores del Perú* (CGTP) consistait en un défilé le long des avenues Grau, Abancay et Nicolás de Piérola pour revenir finalement à la Plaza 2 de Mayo. Un autre flux important de manifestants autoorganisés s'est dirigé vers le Congrès, qui était gardé par la police nationale, et a donc fini par affronter les forces de l'ordre au carrefour des avenues Abancay et Nicolás de Piérola.

Le faible niveau d'organisation s'est reflété dans la dispersion des cortèges et les différents itinéraires, mais surtout dans le fait qu'aucune stratégie ou objectif commun n'a été formulé. Dans de nombreux cas, les groupes se sont limités à parcourir les itinéraires qui avaient été tracés ; dans d'autres, les manifestants se sont approchés de l'enceinte des médias ou près des maisons des politiciens ou de la bourgeoisie pour manifester leur mécontentement. Un contingent plus important a cherché à atteindre le Congrès.

En ce qui concerne la répression, il est important de souligner qu'elle est et a été concentrée dans les hauts plateaux du sud du pays. À Lima, la répression a été forte, mais il n'y a pas eu d'anéantissement direct de la classe laborieuse comme à Juliaca, Ayacucho ou Andahuaylas. Des dizaines de personnes ont été arrêtées. Dans d'autres régions comme Cusco, Puno et Arequipa, il y a eu des tentatives de prise de contrôle de l'aéroport. Et dans cette dernière région, il y a même eu un mort.

**2- Dans quel contexte historique local cette vague de protestations, qui semble se développer de plus en plus, émerge-t-elle ? Comment évaluez-vous ce mouvement dans le contexte de crise au niveau mondial, actuellement marqué par la guerre et le récent cycle de révoltes ?**

L'étape actuelle des luttes au Pérou se développe comme un moment de la lutte de classe mondiale, qui est déterminée par la crise du capital. Nous observons une récession technique pendant deux trimestres consécutifs, principalement dans les secteurs productifs des pays impérialistes comme les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre. De même, des taux de chômage élevés sont enregistrés dans des branches spécifiques des usines d'hydrocarbures, des mines, du pétrole et du gaz, en tenant compte de l'augmentation de l'emploi dans le secteur des services. On observe également des taux d'inflation élevés, principalement dans les secteurs de l'alimentation et du logement, qui frappent durement la classe laborieuse. Liée à cela, la guerre inter-impérialiste, immanente à la crise, entraîne une augmentation des prix du pétrole et du gaz, générant un effet domino sur les prix des matières premières dans le monde entier. La pénurie d'engrais se traduit par une baisse de la production dans les secteurs agricoles du monde entier, tandis que les grandes entreprises liées à la transformation et à la vente de carburant et les banques font faillite ou entrent en crise.

Le Pérou est un pays qui dépend des importations de combustibles, d'engrais et de denrées alimentaires ; d'autre part, son économie principalement exportatrice le rend sensible aux chocs économiques externes. Ainsi, toutes ces hausses de prix ont une incidence directe sur le coût de la vie de la population. Par exemple, lorsque le coût du transport augmente, tous les biens transportés voient leur prix augmenter. Le manque d'engrais entraîne une baisse de la production et leur coût élevé augmente le prix des produits

agricoles. Dans le même temps, la monnaie est dévaluée, entre autres facteurs, par la hausse de l'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine, dont les effets se sont fait sentir de manière plus aiguë ces derniers mois. En outre, l'impact de la guerre a eu l'effet inverse de celui escompté, en réduisant le prix des minéraux. Tout ceci a généré une augmentation de l'inflation de plus de 2 points, atteignant le niveau le plus élevé depuis 26 ans à 8,46% et plus de 15% dans les produits alimentaires. Cela signifie que des produits aussi fondamentaux pour la consommation de la classe prolétaire que les pommes de terre, par exemple, ont vu leur prix augmenter de plus de 100%. La croissance du produit intérieur brut en 2022 a diminué, passant de 3,8% à 1,7% au cours du dernier trimestre.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le processus de luttes inter-bourgeoises au sein de l'État, qui se développe plus clairement depuis 2016. La mise en accusation récurrentes des présidents et la confrontation entre les dirigeants de l'État en est la manifestation la plus criante. Ce processus amène la classe ouvrière à prendre position pour les différentes factions bourgeoises qui s'affrontent pour le contrôle de l'appareil d'État. Cependant, en 2020, le prolétariat qui travaillait dans le secteur de l'agro-exportation de la côte Sud et Nord du pays s'est soulevé en se mettant en grève. On est passé des luttes inter-bourgeoises à un processus clair de lutte de classe. La cause directe était la tentative d'étendre un régime de travail spécifique aux secteurs agro-exportateurs, déjà en cours pendant le gouvernement de Fujimori (2000), et qui ne faisait qu'accroître la flexibilité et la précarité du prolétariat. Les contrats temporaires, le recours aux services, l'absence de stabilité de l'emploi, les bas salaires, etc., sont les caractéristiques de ce régime de travail. Cependant, ce processus était lié à la pandémie, où nous avons clairement vu comment l'État bénéficiait ouvertement à la bourgeoisie et, vice versa, comment les conflits inter-bourgeois révélés à travers la corruption, manifestaient les intérêts des représentants de la bourgeoisie pour s'emparer de l'État. Il ne s'agissait pas seulement d'un déclenchement de la lutte des classes temporaire, mais de manière structurelle. Ces disputes au sein de la bourgeoisie ont préparé le terrain pour que les luttes du prolétariat éclatent. Nous sommes aujourd'hui en présence d'un scénario similaire. Nous sommes passés des luttes inter-bourgeoises à la lutte de classe, où le prolétariat cherche à renverser les représentants de la bourgeoisie dans l'État, même si pour le moment il ne s'agit que d'un changement de ces représentants.

### **3- Au début, le mouvement semblait s'exprimer avec une intensité différente entre les provinces et Lima. Comment l'expliquer ? Comment ce phénomène a-t-il évolué ?**

Les luttes ont été plus actives dans les régions en dehors de Lima, au début et maintenant. Les travailleurs des régions les plus mobilisées comme celles de Apurímac ont un revenu mensuel de 714 Soles ou de Puno avec un revenu moyen de 805 Soles. Cela équivaut à 189 et 213 dollars par mois, respectivement, étant donné que ce sont des moyennes, il est certain que ces revenus sont encore plus bas pour les personnes les plus pauvres. Dans les régions montagneuses du sud du Pérou, le taux élevé d'anémie chez les enfants est également notable, avec une incidence d'environ 50% à Apurímac et Ayacucho, et 70% à Puno. Ce sont ces travailleurs, exploités et précarisés dans le processus d'accumulation du capital impérialiste lié aux compagnies minières, qui descendent dans la rue pour lutter. L'indignation grandit du sud au nord, poussée par les travailleurs des hauts plateaux du sud, qui ont une grande histoire de lutte, et peu à peu différents secteurs et régions sont sollicités, le mouvement s'étend jusqu'à inclure la ville de Lima elle-même, traditionnellement conservatrice.

### **4- Nous avons vu que la presse bourgeoise s'est montrée particulièrement hostile aux manifestations (« C'est du terrorisme », « La police défend le Pérou », « C'est de la violence politique, pas de la protestation sociale », sont quelques-uns des titres que nous avons vus après la marche vers Lima). Y a-t-il des éléments spécifiques qui expliquent ce comportement ou s'agit-il simplement de la poursuite de son rôle traditionnel de criminalisation ?**

La presse au Pérou aujourd'hui, comme dans une grande partie de l'Amérique latine, est contrôlée et concentrée par une poignée de familles. Le groupe *El Comercio* de la famille Miró Quesada contrôle environ 80% de la presse écrite et occupe une position dominante dans le lectorat numérique avec 28% des médias disponibles dans ce secteur. Deux de ses journaux les plus populaires, *Peru 21* et *Trome*, ont directement accusé les travailleurs protestataires d'être des terroristes. Le média d'extrême droite *Willax*, appartenant à la corporation *Erasmus Wong*, est encore plus radical dans sa manière de qualifier les

manifestants de « terroristes »<sup>1</sup>, appelant ouvertement à « tirer une balle dans la tête » des manifestants. L'idée que toute personne qui manifeste est un vandale ou un terroriste se répand depuis ce vivier de groupes de presse intimement liés à la grande bourgeoisie péruvienne. Cette position n'est rien d'autre que l'expression de leurs intérêts de classe « traditionnels » à un moment où la lutte des classes monte en puissance.

Comme les niveaux de répression sont devenus plus aigus face au soulèvement du prolétariat, le rôle de la presse grand public a connu un mouvement analogue, en essayant de donner une légitimité à la répression étatique face à l'opinion publique. Ainsi, l'élément principal pour expliquer la position de la presse grand public est le processus de lutte lui-même et la peur que génère l'action directe des travailleurs dans les secteurs bourgeois.

## **5- Quelle a été la participation des minorités révolutionnaires, anarchistes ou communistes, au cours du déroulement de ces journées ?**

A Lima, nous avons vu la participation des anarchistes libéraux, du communisme traditionnel des PC et des organisations sociales-démocrates en général. Certes, il y a quelques minorités d'ex-trotskyistes, de maoïstes de la vieille garde qui ont quitté leurs anciennes positions et assumé une position révolutionnaire. En outre, il existe de nouvelles organisations qui se sont rapprochées des lectures de la gauche communiste germano-hollandaise et italienne, rajeuni par l'influence de la *Neue Marx-Lektüre* et de ses différents courants. Ensuite, des individus anarchistes et marxistes ayant une position de classe ont participé, mais de manière très dispersée. Malheureusement, en général, le gros des organisations en marche est de tendance réformiste et prône l'assemblée constituante comme objectif ultime.

---

1 [NdT] L'expression utilisée par les auteurs est « Terruquear » qui selon *wikipedia* renvoie au « Terruqueo » qui est une pratique politique et sociale utilisée par les secteurs conservateurs et la droite péruvienne en général, qui consiste à attribuer à un adversaire, qui a des propositions de gauche ou est un dissident de l'*establishment*, les connotations d'être lié à des comportements ou des idées terroristes, ou faire l'apologie du terrorisme, voire être membre ou opérer au sein de ces groupes armés, afin de les discréditer ou d'invalider leur discours. Il a également été défini comme une stratégie politique qui utilise, par association, la peur du terrorisme pour obtenir un gain politique et qui annule tout espace de débat ou de pluralité politique au sein d'un État démocratique.

## 6- Quel a été le rôle joué par les organisations plus traditionnelles telles que les partis de gauche, les syndicats ou les organisations indigènes ?

La majorité des partis de gauche au Pérou se sont longtemps caractérisés par un programme et une pratique parlementaires et réformistes. Cette approche s'est traduite par leur soutien constant au gouvernement Castillo, qui n'a à aucun moment représenté une quelconque alternative – comme toutes les alternatives bureaucratiques et parlementaires – pour la classe ouvrière. Il suffit de rappeler les luttes de mars-avril à Junín, Ica, Cajamarca et dans d'autres régions, en raison de la crise économique déclenchée par la guerre russo-ukrainienne et la hausse corrélative des prix des carburants et des engrais.

L'ancien président a ignoré les revendications des travailleurs, les qualifiant de souffre-douleurs à la solde de la droite, et il a été suivi par certains partis de gauche comme *Izquierda Socialista* ; tandis que la plupart d'entre eux – tels que *Patria Roja*, *ML 19* et *Movimiento por la Unidad Popular* – ont interprété les événements comme une « trahison » des promesses de Pedro Castillo d'une Assemblée constituante et d'une véritable alternative populaire et de gauche, avec peu ou pas de mention du contexte économique mondial, et encore moins du prolétariat en tant que sujet révolutionnaire.

Cette vision étroite de la gauche s'est à nouveau manifestée dans les luttes actuelles. Sur le plan théorique, ils voient les luttes actuelles comme un processus de démocratisation issu « d'en bas », dont les objectifs sont la pleine inclusion de tous les membres de la société dans le jeu de la démocratie, dont l'expression serait la convocation de nouvelles élections et la très acclamée – de la manière la plus euphorique et réitérée par ces partis exclusivement – Assemblée constituante. Sur le plan pratique, ils diffusent leurs proclamations parlementaires dans les cortèges et veulent s'appropriier et diriger à leur guise l'élan subversif des travailleurs. Comme on peut le voir dans les processus politiques au Chili et en Colombie, la canalisation des luttes vers une solution parlementaire – par le biais d'une Assemblée constituante ou par l'élection d'un nouveau président de gauche, respectivement – ne fait qu'atténuer et calmer les efforts des travailleurs, d'où leur véritable nature : c'est la gauche du capital, réformiste, conciliante entre les classes – quand elle ne nie pas l'existence des classes – elle ne cherche pas l'émancipation des travailleurs.

Quant aux syndicats, ils entretiennent une relation intime avec les partis de gauche décrits ci-dessus. C'est le cas de la Confédération générale des

travailleurs péruviens (CGTP), qui tout au long de ces processus de lutte a tenu le même discours au sujet de l'Assemblée constituante et a même envisagé la possibilité de participer à une réunion d'entente nationale avec la présidente Dina Boluarte, qui aurait probablement eu lieu s'il n'y avait pas eu le massacre de 18 manifestants à Juliaca dans la région de Puno. La radicalité des travailleurs, qui se sont soulevés et se sont organisés par leurs propres moyens, était évidente, et par la force des choses, la gauche réformiste et les syndicats alignés sur les positions de cette dernière, se sont joints à eux.

**7- Quelle est la composition du mouvement, quelle est son hétérogénéité, présente-t-il des traits d'autonomie et de spontanéité ou se limite-t-il au soutien à Pedro Castillo, ou dans quelle mesure les deux se mêlent-ils ?**

En termes géographiques, le mouvement est principalement mené par des travailleurs ruraux et urbains des hauts plateaux du centre et des régions du sud du pays. La mobilisation dans la capitale est plutôt faible et tend à être constituée d'étudiants universitaires et de secteurs mobilisés par les partis politiques de la gauche réformiste, ainsi que de petits groupes de différentes orientations et de groupes autoorganisés. Ces derniers sont les plus actifs dans les tâches d'autodéfense qui ont lieu lors des confrontations avec la police. De manière générale, la plupart des manifestants sont des travailleurs (salariés ou chômeurs, ruraux ou urbains). Là où il y a une certaine hétérogénéité, c'est dans les différents slogans qui sont brandis et dans la perspective stratégique qui est défendue. Les principaux slogans sont : l'appel à de nouvelles élections, ce qui impliquerait un changement des pouvoirs exécutif et législatif ; l'appel à une Assemblée constituante ; et la démission de Dina Boluarte. Au départ, ce sont les secteurs les plus étroitement liés à l'ancien gouvernement qui se sont mobilisés – et continuent de le faire – pour la libération de Pedro Castillo et sa réintégration en tant que président de la république. Avec le temps, cette demande s'est essoufflée, la tendance prédominante étant un mécontentement généralisé à l'égard du fonctionnement des institutions bourgeoises. La principale limite réside dans le fait que la critique des institutions et des partis politiques bourgeois ne reconnaît toujours pas le rôle joué par le réformisme et la gauche du capital dans la reproduction de la misère. Cela donne une certaine marge de manœuvre à des politiciens comme Pedro Castillo dans leur tentative de capitaliser le mécontentement des travailleurs. Mais on ne peut en aucun

cas affirmer que la mobilisation se limite à le soutenir. Cette confusion s'est produite car le départ de Pedro Castillo a bien été le déclencheur des mobilisations. Mais ce serait une erreur de se limiter à cet événement et de ne pas analyser le contexte général marqué par la crise et la décomposition croissante des institutions bourgeoises. Plutôt que de confondre la spontanéité du mouvement avec la défense de Castillo, ou l'indépendance politique de la classe avec sa subordination à un chef, il nous semble que le processus actuel, avec toutes ses limites, est un moment crucial. Non pas tant au regard des objectifs affichés du mouvement, mais pour ce qu'il constitue en termes d'expérience et d'apprentissage pour la classe prolétaire.

## **8- Où le mouvement est-il le plus susceptible d'aller, quelles sont ses projections, possède-t-il des perspectives communistes qui pourraient être développées ?**

Parler d'une perspective communiste qui orienterait le processus actuel au Pérou est une exagération et une impossibilité à court terme, en raison des conditions idéologiques de la classe ouvrière et de la criminalisation féroce du communisme et des idées révolutionnaires. Cependant, le Pérou est un pays d'extrêmes : d'une part, la droite « parasite » est au pouvoir depuis plus longtemps que dans d'autres pays d'Amérique latine, ne laissant aucune marge d'action – même pour des voies réformistes ; d'autre part, notre histoire de luttes a été caractérisée par des groupements radicaux qui se sont soulevés contre l'État. Le terrain politique péruvien n'a pas été propice au développement d'un progressisme durable, entre autres, à cause du niveau des liens entre les bourgeoisies nationales et l'impérialisme et parce que la violence capitaliste est trop profonde. Ce panorama décourageant s'est inversé dans les dernières marches au Pérou car ce qui finit par être remis en question, au-delà des aspirations réformistes, c'est l'État et la propriété bourgeoise elle-même. C'est-à-dire que le mouvement de la lutte des classes au Pérou exprime des voix conscientes de l'essentiel. C'est dans ce contexte qu'est né notre collectif, fort dans ses principes et avec des objectifs clairs ; nous croyons, d'après notre expérience, que la classe prolétaire exige et a besoin du développement nécessaire d'une voie révolutionnaire qui n'est possible que par son association en tant que classe.

**9- En ce qui concerne la caste politique, comment fait-elle face à la crise, est-elle divisée, y a-t-il des partis ou des groupes qui soutiennent les manifestations, et y a-t-il une différenciation claire entre la gauche et la droite ?**

La caste politique péruvienne est apparemment divisée. C'est-à-dire que, bien qu'il y ait des secteurs de la droite et même de « l'extrême droite » Fujimori qui soutiennent l'avancement des élections et le départ de Dina Boluarte, concrètement, tous, y compris les partis de gauche, veulent canaliser la mobilisation des travailleurs par des canaux institutionnels. Alors que certains proposent une Assemblée constituante et d'autres seulement des élections, et se lancent dans de « grandes controverses » au Parlement sur ces différences présentées comme des antagonismes irréconciliables, en réalité, tous les partis politiques veulent rétablir la tranquillité politique qui garantira la poursuite de l'accumulation du capital. Cela explique pourquoi non seulement la gauche soutient les manifestations, mais aussi pourquoi les centristes et même les libéraux prennent part à la mobilisation. Toutefois, ils soulignent la nécessité de ne pas s'attaquer à la propriété privée et de respecter l'autorité. En ce sens, on peut affirmer qu'il n'y a pas de différences de fond, même si au niveau superficiel, il y a effectivement des différences.



## **10- Comment la solidarité internationale contre la répression brutale et le développement éventuel de perspectives anticapitalistes au sein du mouvement pourraient-ils être efficaces dans la région péruvienne ?**

La lutte des classes est un phénomène mondial parce que le mode de production capitaliste lui-même est un phénomène mondial ; l'offensive de ce mode de production n'a cessé de croître et de transformer toutes les sphères de la vie en éléments de l'accumulation capitaliste. Nous sommes conscients que la lutte du prolétariat émerge dans différents espaces et régions du monde, étant donné les conséquences de la crise mondiale. Cette solidarité internationale doit s'exprimer dans l'unité des travailleurs au sein de leurs pays et par la construction de liens entre leurs secteurs les plus organisés, car, bien qu'il existe des médiations concrètes au sein des pays, les causes de notre lutte se trouvent dans les tendances et contre-tendances du mode de production capitaliste. Le prolétariat péruvien s'est aiguisé dans ce processus de lutte avec l'amélioration de ses méthodes de lutte et l'amélioration de ses organisations ; néanmoins, le réformisme s'est encore imposé comme la principale voie de sortie de la crise en raison de la continuité diffuse des tâches démocratiques bourgeoises qui ont été réalisées au cours des 50 dernières années. Face à cela, une véritable solidarité internationale des groupes révolutionnaires doit contribuer à dévoiler l'échec de la social-démocratie dans ses tentatives d'installer et de diffuser des solutions illusoires envers la classe prolétarienne et, d'autre part, à prendre position contre la violence policière et les politiques interventionnistes de l'impérialisme. Poser les choses dans leurs vrais termes, c'est contribuer à la construction du chemin nécessairement révolutionnaire des travailleurs du monde entier.

Rédaction terminée le dimanche 29 janvier 2023.



